

« Le néoréalisme, ou comment alliances sociales et politiques publiques se déterminent mutuellement »

Entretien avec Bruno Amable et Stefano Palombarini

Bruno Amable, Stefano Palombarini and Pierre Alary



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/regulation/12491>

DOI: 10.4000/regulation.12491

ISSN: 1957-7796

Publisher

Association Recherche & Régulation

Electronic reference

Bruno Amable, Stefano Palombarini and Pierre Alary, « « Le néoréalisme, ou comment alliances sociales et politiques publiques se déterminent mutuellement » », *Revue de la régulation* [Online], 22 | 2nd semestre / Autumn 2017, Online since 24 January 2018, connection on 03 May 2019. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/12491> ; DOI : 10.4000/regulation.12491

This text was automatically generated on 3 May 2019.



Revue de la régulation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« Le néoréalisme, ou comment alliances sociales et politiques publiques se déterminent mutuellement »

Entretien avec Bruno Amable et Stefano Palombarini

Bruno Amable, Stefano Palombarini and Pierre Alary

EDITOR'S NOTE

Bruno Amable est professeur à l'université de Genève, en détachement de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il a travaillé sur la croissance, le changement technique et l'économie politique du changement institutionnel. En dehors des publications communes avec Stefano Palombarini (voir plus bas), il est l'auteur de *The Diversity of Modern Capitalism* (Oxford University Press, 2003 ; traduction française : *Les Cinq Capitalismes*, Paris, Le Seuil 2005), *Libéralisation, innovation et croissance, peut-on vraiment les associer ?*, avec Ivan Ledezma (Paris, Editions Rue d'Ulm , 2016), et *Structural Crisis and Institutional Change in Modern Capitalism, French Capitalism in Transition*, (Oxford University Press, 2017).

Stefano Palombarini est maître de conférences à l'université de Paris 8-Saint Denis et cela depuis exactement vingt ans. Il a publié notamment *La Rupture du compromis social italien* (Paris, CNRS Editions), *Dalla crisi politica alla crisi sistemica* (Franco Angeli editore) puis, avec Bruno Amable, *L'économie politique n'est pas une science morale et L'illusion du bloc bourgeois* pour Raisons d'Agir et, avec Bruno Amable et Elvire Guillaud, *L'économie politique du néo-libéralisme* (Paris, Éditions Rue d'Ulm). Par ses travaux il espère contribuer à l'élaboration d'une théorie néoréaliste de la formation des politiques publiques et du changement institutionnel, ainsi qu'au renouveau de la Théorie de la régulation.

Une approche économique ancrée dans le politique

- 1 **RR : Vous avez publié, il y a quelques années, *L'économie politique n'est pas une science morale*. Dans cet ouvrage, vous attribuez aux rapports de force, aux relations de domination, une place nodale au sein de la dynamique sociale. Votre dernier ouvrage, *L'illusion du bloc bourgeois*, reprend largement cette idée que Marx, différemment, formulait déjà. Dans votre démarche, quelle influence attribuez-vous à cet auteur ?**
- 2 Marx avait une approche de l'économie politique qu'on peut qualifier de réaliste ; c'est aussi notre cas. La centralité théorique du conflit social, la dimension historiquement située des analyses, l'accent sur les dynamiques socio-politiques plutôt que sur les équilibres économiques sont autant de dimensions qui nous rapprochent bien davantage de Marx que de l'immense majorité des économistes contemporains ! De plus, nous reprenons – dans une terminologie différente – la différence marxienne entre classe en soi et classe pour soi : les intérêts sociaux s'enracinent dans les structures économiques et évoluent avec elles, mais les attentes sociales ne sont pas strictement déterminées par l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle. C'est pour rendre opérationnelle la distinction entre classe en soi et pour soi que nous avons travaillé avec la méthodologie des classes latentes. Cependant, nous ne croyons pas que nos travaux puissent être qualifiés de marxistes : en particulier, nous ne faisons référence à aucune théorie de la valeur. L'approche réaliste est d'ailleurs bien plus ancienne que l'œuvre de Marx, il suffit de penser à Machiavel ou Hobbes.
- 3 **RR : Plus généralement, et pour prolonger cette question, comment situez-vous vos travaux parmi les divers courants de recherche en sciences sociales ? De quels auteurs (à l'échelle nationale ou internationale) vous sentez-vous proches ?**
- 4 D'une façon très générale, nos travaux participent aux tentatives de renouveler l'approche réaliste qui se sont multipliées au cours des dernières années. Ces tentatives traversent l'ensemble des sciences sociales – il suffit de songer aux analyses de philosophie politique de Chantal Mouffe, ou à celles d'un juriste comme Danilo Zolo – sans qu'il y ait unité théorique ni au niveau des hypothèses ni à celui des conclusions ; mais elles partagent l'idée de rompre avec une vision très répandue de l'activité scientifique, qui attribue à celle-ci la possibilité d'indiquer aux acteurs ce qu'il faudrait faire, et parfois même ce qu'il faudrait penser. L'ambition la plus profonde d'un réalisme parfois mal compris est probablement de reconcilier la science et la démocratie. Cela dit, la référence théorique la plus importante pour nous est sans doute celle à la théorie de la régulation, avec laquelle nous entretenons un double rapport. D'une part, nous essayons de renouveler l'approche régulationniste, en particulier en indiquant des pistes pour rendre compte de la dynamique de ce qu'on appelait les « formes institutionnelles » ; d'autre part, il y a une sorte de retour aux origines, car l'accent sur le conflit social et le refus de tout normativisme étaient des traits saillants de la TR des années 1970.

Les capitalismes face au néo-libéralisme

- 5 **RR : Dans vos différents travaux, publiés individuellement ou conjointement, les typologies de capitalismes évoluent. Pourriez-vous nous présenter les réflexions à**

l'origine des transformations de vos typologies de capitalismes ? Est-ce essentiellement une évolution de votre approche théorique, ou bien le résultat de l'intégration de nouvelles observations ?

- 6 La question de la transformation des modèles était déjà présente dans le livre de 2003 (*The Diversity of Modern Capitalism* ; traduit en français sous le titre *Les Cinq Capitalismes*), qui, dans le dernier chapitre, analysait les transformations du modèle continental européen. De toute façon, il n'y a pas de fétichisme de typologies. Elles ne servent qu'à mieux comprendre la réalité tout comme un repère fixe aide à mieux comprendre le mouvement. Le changement apporté à l'analyse d'ensemble est plutôt de nature méthodologique. Il y a une limite à ce que l'on peut dire avec une approche comparative portant sur un relativement grand nombre de pays. C'est pourquoi, afin de pouvoir mieux saisir la profondeur des transformations et leurs causes, une approche comparative plus réduite (à deux pays dans Amable B., Guillaud E. & S. Palombarini, *L'Économie politique du néo-libéralisme. Le cas de la France et de l'Italie*, Paris, Editions Rue d'Ulm, 2012) ou une approche centrée sur un seul pays (Amable B., *Structural Crisis and Institutional Change in Modern Capitalism. French Capitalism in Transition*, Oxford, Oxford university Press, 2017) peut être préférée.
- 7 **RR : Le concept de néolibéralisme occupe une place centrale dans vos travaux. Vous attribuez à la concurrence sur les marchés un rôle déterminant, et le néolibéralisme semble parfois réductible à des mécanismes concurrentiels développés. N'y a-t-il pas d'autres dimensions pour cerner le néolibéralisme ?**
- 8 Il y a toujours une ambiguïté dans l'utilisation du mot « néo-libéralisme » pour désigner des choses différentes. Il y a une idéologie néo-libérale dont l'élément central est la concurrence, valorisée à la fois pour ses conséquences économiques, supposées largement bénéfiques, et son aspect moral (pas de privilèges, contestabilité des positions acquises, égalité des chances, etc.) comme légitimation des inégalités de fait : si la compétition est loyale, personne ne doit avoir de raisons de se plaindre de son issue. Par ailleurs, dans la pratique, la glorification de la concurrence, entre les individus sur le marché du travail, entre les firmes sur les marchés de biens et services, signifie surtout la fin des protections légales dans la relation d'emploi, celle de la représentation collective des intérêts des salariés ou encore l'attribution de marchés servis par des monopoles publics à des oligopoles privés. Il y a une politique néo-libérale, et comme dit précédemment, la politique obéit à sa logique, qui est celle de la conquête et de la conservation du pouvoir. Le problème de la politique n'est donc pas de savoir si la politique de Margaret Thatcher respecte vraiment à la lettre tous les préceptes de Hayek. Par ailleurs, il y a différentes interprétations de la concurrence. Dans l'interprétation austro-américaine du néolibéralisme, des situations très éloignées de la concurrence parfaite atomistique des manuels de microéconomie peuvent être justifiées car elles résultent du libre fonctionnement des marchés. Hayek disait lui-même que les monopoles sur les marchés des biens étaient moins nuisibles que le monopole syndical. D'autres traditions néolibérales, l'ordolibéralisme par exemple, porteraient un regard très différent sur ces situations.
- 9 **RR : Cette question sur le concept de néolibéralisme renvoie directement aux capitalismes contemporains. Qu'appelle-t-on un régime capitaliste néolibéral ? Quelles sont les formes de capitalisme contemporain les plus proches du capitalisme néolibéral ?**

- 10 Le capitalisme néo-libéral serait celui dont les formes institutionnelles se rapprocheraient le plus des formes mises en avant par l'idéologie néo-libérale : dans le domaine des biens et services, la promotion de la concurrence signifie surtout la fin des monopoles de service public, la condamnation de la représentation collective des intérêts signifie l'affaiblissement des syndicats, etc. Quant à ce qu'on appelle la financiarisation, il n'est pas nécessaire de rappeler le rôle qu'elle a joué dans les transformations des formes institutionnelles des capitalismes. Selon ces critères, les capitalismes contemporains les plus proches d'un modèle néo-libéral sont les pays anglophones, Etats-Unis, Grande Bretagne, etc. Mais la transformation vers plus de conformité des formes institutionnelles avec l'idéal néo-libéral a affecté tous les modèles de capitalisme.

L'actualité et son analyse : quand un capitalisme entre en crise

- 11 **RR : Vos travaux reposent sur une analyse de la « crise » du modèle fordiste. Ce modèle a évolué vers de nouvelles formes de capitalisme que vous jugez en crise depuis une quarantaine d'années (le cas français par exemple). Dans ces conditions, pensez-vous que l'on puisse parler de crise, ou, au contraire, d'un mode d'organisation relativement cohérent au service de groupes sociaux moins influents auparavant ? En d'autres termes, comment identifiez-vous une période en « crise » ?**
- 12 Les concepts de crise que nous mobilisons sont très précis. La crise *politique* coïncide avec la rupture des blocs sociaux dominants. Dans notre analyse, nous soulignons que la rupture des blocs de gauche et de droite commence en France dès les années 1980. De cette crise on aurait pu en principe sortir rapidement avec la formation d'une nouvelle alliance dominante, mais cela n'a pas été le cas ; et non pas à cause d'un manque de rationalité des acteurs politiques, mais parce que – à l'intérieur de l'espace défini et structuré par les institutions françaises – il n'y avait pas de compromis social en mesure de s'imposer comme durablement majoritaire. La crise française est ainsi devenue une crise *systémique*, et c'est là le lien avec les mutations de la forme de capitalisme. En situation de crise systémique, c'est-à-dire dans l'impossibilité, à architecture institutionnelle donnée, de consolider une alliance dominante, les programmes politiques ont tendance à proposer des réformes institutionnelles, dont le contenu ne dépend pas d'un quelconque critère d'efficacité économique, mais du profil des blocs sociaux correspondant aux différentes stratégies politiques. Parmi ces stratégies, et depuis longtemps, il y a celle qui se propose de rapprocher le capitalisme français du modèle néolibéral. Du point de vue d'une analyse en termes de modèles de capitalisme, on peut lire la dynamique française au cours des trente dernières années comme une transition progressive vers le capitalisme néo-libéral. Pour l'instant cette transition est inaboutie car elle n'est pas stabilisée, comme en témoigne la poursuite apparemment sans fin des « réformes », et il manque toujours une base sociale suffisamment large pour la soutenir. La tentative de consolider le bloc bourgeois, si elle réussissait, et quelle que soit la manière dont elle réussirait (par adhésion majoritaire ou par division, abstention, résignation ou découragement des opposants), fournirait la solution à ce problème politique.

- 13 **RR : Préciser le « concept » de crise semble également intéressant par rapport à une autre dimension de vos travaux. Vous défendez l'idée suivante : le pouvoir politique encadre les institutions, les pouvoirs politiques et économiques se renforcent et cela entraîne une accumulation des richesses. Les crises remettent en cause les mécanismes de renforcement et ainsi le processus d'accumulation. Actuellement, les dynamiques d'accumulation sont toujours à l'œuvre et les pouvoirs se renforcent. Ainsi, pourquoi faites-vous des liens entre les dynamiques d'accumulation et les périodes de crise ?**
- 14 L'idée que des performances macroéconomiques médiocres, comme un fort chômage ou une faible croissance, impliqueraient une remise en cause de la structure institutionnelle existante est très répandue, en particulier chez les économistes, mais pas seulement. Par symétrie, l'idée que des performances macroéconomiques excellentes stabiliseraient les institutions et les équilibres politiques est spontanément tenue pour acquise. Mais il est indispensable, dans une perspective d'économie politique, de remettre en question ces soi-disant évidences du sens commun. Il n'y a pas de lien mécanique entre crise politique et dynamique d'accumulation. Au contraire, une crise politique pourrait résulter d'une forte croissance économique : la croissance n'est jamais homothétique, les effets de celle-ci sur le profil des groupes sociaux, sur leur poids politique mais aussi sur le contenu précis de leurs attentes, pourraient déstabiliser le compromis social dominant. La théorie de la régulation a d'ailleurs souligné dès son origine la possibilité de rupture d'un compromis social comme conséquence de ses effets positifs sur l'accumulation économique : les nouvelles revendications ouvrières qui ont émergé à la fin des années 1960 et qui portaient sur le contrôle des processus productifs dans l'entreprise et les conditions concrètes d'organisation du travail sont dans une certaine mesure le produit de la réussite économique du compromis fordiste, dans lequel la division du travail était entièrement maîtrisée par le capital en échange d'un pouvoir d'achat et d'un niveau de protection sociale grandissants. De la même façon, il n'y a rien de surprenant dans le fait de constater que l'accumulation économique s'accommode de périodes d'instabilité politique, tout comme on peut aisément imaginer (ou trouver dans l'histoire économique) des situations dans lesquelles les compromis sociaux se renouvellent en présence d'une faible accumulation de richesse. Il ne faut surtout pas imaginer que l'économie se porte forcément bien en situation de stabilité politique, ni le contraire. Ce que nous disons, c'est que la stabilité d'une architecture institutionnelle, donc celle d'une certaine organisation du capitalisme, repose sur des critères politiques. La crise politique, ou plus précisément la crise systémique, est porteuse de changements institutionnels : mais l'accumulation de richesse peut très bien fonctionner au cours des phases de transition d'une forme de capitalisme à une autre. C'est peut-être sur ce point que notre approche est vraiment différente de celle, qui demeure après tout très peu « politique », des variétés des capitalismes.
- 15 **RR : Le résultat de la dernière élection présidentielle en France et les premières mesures prises par le gouvernement, semblent renforcer les analyses que vous présentez dans votre dernier ouvrage. Le système institutionnel offre à un groupe social minoritaire un pouvoir économique et politique assez peu partagé. Comment expliquez-vous que les mêmes institutions fondamentales, relativement inchangées depuis le début de la V^e République, puissent désormais favoriser une concentration des pouvoirs alors qu'elles assuraient auparavant une forme de représentation beaucoup plus large et étendue aux classes populaires ?**

- 16 Il serait erroné d'attribuer aux institutions un rôle de ce type. Ce n'est pas le système institutionnel en tant que tel qui offre le pouvoir à un groupe minoritaire ou qui au contraire permet une représentation plus large des intérêts sociaux. Par exemple, on peut critiquer le système électoral français, qui n'est sans doute plus adapté à une offre politique très fragmentée. Mais ce n'est pas certain qu'une règle différente changerait vraiment les choses, il est même permis de supposer qu'un mode de scrutin proportionnel aurait accéléré l'émergence d'un bloc bourgeois : avec un système électoral de ce type, seule une alliance entre le PS et la droite « modérée » aurait permis de former une majorité à l'Assemblée nationale au cours des dernières décennies. Les institutions sociales structurent l'espace politique, elles ouvrent des possibilités et posent des contraintes ; mais à l'intérieur de cet espace, ce sont les stratégies politiques qui déterminent les intérêts à protéger, et les intérêts à sacrifier. L'exclusion progressive des classes populaires de l'échange politique est pour partie le résultat des stratégies politiques délibérées ; cette exclusion progressive caractérise d'ailleurs d'autres pays européens, qui ont un système institutionnel parfois très différent de la France.

Des controverses dans le champ de l'économie

- 17 **RR : Une branche des sciences économiques produit des concepts pour expliquer le fonctionnement du « marché du travail » : *insider*, *outsider* par exemple. Vous portez un regard critique sur ce programme idéologique. Quelle place attribuez-vous aux idéologies ? Qu'elles soient ancrées dans l'espace scientifique ou politique, pensez-vous qu'elles participent aux processus d'acceptation de l'ordre social que cherchent à imposer les dominants ?**
- 18 L'idéologie joue un rôle fondamental dans notre modèle théorique, dans la perception que les agents se forment de leur situation, dans l'identification de leurs intérêts et la constitution, ou non, des solidarités. Pour revenir à votre question sur les auteurs qui inspirent notre démarche, Gramsci figure très haut dans la liste. Il faut rappeler ses critiques du « matérialisme vulgaire », c'est-à-dire du lien mécanique qui pourrait être fait entre les positions occupées dans l'espace économique par les acteurs et les attentes politiques dont ils sont porteurs. La traduction entre ces deux sphères se fait par l'idéologie, qui est donc un terrain essentiel du combat politique. La science économique dominante participe à ce combat et la science politique aussi, en pire parce que cette dernière n'a même pas de théorie propre. Quand certains économistes et politistes insistent sur le clivage *insider/outsider*, mais on pourrait multiplier les exemples de ce type, ils font un travail idéologique – donc politique – qui vise la fragmentation des classes salariées. Tout autant idéologique est le combat opposé de ceux qui insistent sur l'homogénéité fondamentale entre les intérêts des chômeurs et des travailleurs en CDI. D'un point de vue d'analyse positive du réel, ce qui compte est la perception qu'ont les acteurs de leurs propres intérêts : et dans les enquêtes d'opinion et les sondages post-électoraux que nous utilisons dans nos travaux, il n'y a pratiquement aucune trace d'un clivage *insider/outsider*, ou alors, lorsqu'il est identifiable, il fonctionne à l'inverse de ce que racontent les économistes ou politistes mentionnés précédemment. On peut en revanche trouver un clivage entre salariés du privé et du public, qui n'est pas plus « naturel » que n'importe quel autre clivage, mais résulte d'un travail idéologique et politique. Nous ne voulons pas délégitimer la démarche de ceux qui expliquent aux chômeurs qu'ils ont des intérêts radicalement différents, ou au contraire tout à fait

compatibles, avec ceux des salariés en CDI : tant que ses démarches se présentent ouvertement comme des activités politico-idéologiques, il n'y a rien à redire. C'est le statut « scientifique » revendiqué par les analyses de l'économie dominante voire d'une certaine science politique qui pose problème : et on voit donc comment les critères qui établissent ce qui est « science » – et ce qui ne l'est pas – sont à leur tour inéluctablement un enjeu de luttes politiques.

- 19 L'idéologie délimite aussi les revendications « légitimes » ou « réalistes » pour isoler celles qui seront négligées dans le cadre du compromis socio-politique dominant. Un des aspects les plus flagrants de l'idéologie dominante consiste à expliquer, si possible « scientifiquement », que certaines attentes ne sont pas « raisonnables » et qu'il est donc bien normal qu'elles soient négligées dans la définition des politiques publiques. L'idéologie dominante agit aussi comme une force de résignation et d'autocensure à destination des groupes sociaux qui ne sont pas intégrés au bloc social dominant.
- 20 **RR : Au sein de la profession, la question de créer une nouvelle section du CNU « Économie et société » s'est posée il y a quelques années. Elle devait accueillir les chercheurs ne se reconnaissant pas dans les attendus de la section « Sciences économiques ». Auriez-vous rejoint cette section ?**
- 21 C'est fort probable. Les économistes « hétérodoxes » ou « hérétiques » ou tout simplement ouverts aux autres sciences sociales ont de plus en plus de mal à exister dans les limites de plus en plus étroites définies par l'économie *mainstream*. On pourrait d'ailleurs dire que la « science économique » commet, de façon collective, une erreur stratégique en insistant sur une définition relativement étroite des méthodes et des problématiques acceptables par elle. Elle crée ainsi un vide qui ne le reste pas bien longtemps. Ce sont d'autres disciplines, la sociologie, la science politique ou autres, qui investissent alors les champs que l'économie a désertés et les problématiques qu'elle a délaissées.
- 22 **RR : Quelles suites comptez-vous donner à vos travaux ?**
- 23 La crise française n'est pas terminée et le bloc bourgeois n'est ni dominant ni même probablement stabilisé. L'analyse de la suite des transformations du modèle de capitalisme français va être des plus intéressantes. Sinon, la question européenne est centrale dans la dynamique du bloc bourgeois, il y aurait à étudier la situation des autres pays européens et la relation entre les évolutions nationales et l'intégration (ou désintégration) européenne. Les dynamiques économiques nationales sont à l'évidence interdépendantes sans être nécessairement compatibles, comme on le voit avec la dynamique centre/périphérie qui s'est mise en place depuis plus d'une décennie. Les dynamiques politiques ne sont pas déconnectées non plus. Sans être identiques, elles possèdent certains éléments communs qu'il serait utile d'étudier.

INDEX

Mots-clés: bloc social, politique économique, changement institutionnel, crise politique, crise structurelle

AUTHORS

BRUNO AMABLE

Professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, bruno.amable@univ-paris1.fr

STEFANO PALOMBARINI

Maître de conférences à l'université Paris 8, stefanopalombarini@yahoo.fr

PIERRE ALARY

Enseignant chercheur au Clersé (centre lillois d'étude et de recherches sociologiques et économiques), université de Lille 1, Chercheur associé au Case (centre d'Asie du Sud-est), EHESS, pierrealary@aol.com